

Bel avenir pour les recours collectifs

Et si en plus de battre les pavés on allait également devant les tribunaux ?

La Commission européenne a lancé, en février dernier, une consultation publique afin de déterminer les modalités permettant une approche européenne cohérente en matière de recours collectifs, initiative qui mérite qu'on lui prête la plus grande attention s'agissant de la précieuse question de l'exercice (et non du simple énoncé formel) du droit dans des domaines où prévaut l'intérêt collectif.

La consultation a fait réagir un éventail de partenaires aussi varié que l'Association pour la défense des actionnaires minoritaires ou l'Association nationale des fonctionnaires épargnant pour la retraite, pour ne citer que l'espace associatif français (*).

Le droit algérien a, lui aussi (c'est d'ailleurs l'un des rares exemples où il excelle), ouvert aux associations de consommateurs la capacité d'ester en justice pour faire valoir les intérêts de leurs membres et, au-delà, ceux de la société.

Dans l'ensemble, les recours collectifs ne bénéficient pas chez nous de tout l'espace qu'ils méritent.

Il ne s'agit pas, dans ce contexte, de renforcer le rôle des pouvoirs publics, ni même des organisations représentatives mais d'adapter leurs actions aux nouveaux besoins des citoyens face au développement de la société de consommation et à la multiplication des petits litiges de masse touchant les consommateurs. Dans sa philosophie comme dans sa mise en œuvre, le droit européen présente pour les jeunes nations «en apprentissage de légalité», un intérêt tout particulier.

Ce que la Commission s'attache à faire ces dernières années à travers, par exemple, le règlement n° 861/2007 du 11 juillet 2007 sur le règlement des petits litiges (entré en application début 2009)

ou la directive 2008/52/CE relative à la médiation civile et commerciale, mérite parfois d'être carrément transposé dans le droit interne, au titre des mécanismes de mise à niveau requis dans le cadre des accords de partenariat.

En effet, la volonté politique de proposer une justice pragmatique (aide juridictionnelle, juge de proximité), avec le souci d'assurer un «accès à la justice» efficace, comme de valoriser les modes alternatifs de règlement des litiges, n'a rien de particulièrement européen.

L'instauration de nouveaux mécanismes de recours collectifs touche aussi bien les actions en réparation que celles visant à la cessation des pratiques incriminées. Elle participe d'une triple action salutaire :

- primo, elle contribue à un meilleur accès à la justice : en raison du caractère diffus du dommage ou par crainte de mesures de rétorsion, les victimes sont souvent dissuadées d'agir individuellement, du fait des coûts inhérents à une procédure judiciaire, de l'asymétrie des forces en présence et de la complexité de certains dossiers (accès à des données de marchés notamment) ;

- secundo, elle contribue à la rationalisation de l'utilisation des ressources judiciaires : en évitant la duplication inutile de l'appréciation des faits et de l'analyse de droit pour une multiplicité de litiges similaires ;

- tertio, elle contribue à modifier les comportements des contrevenants potentiels aux règles, en augmentant l'effet de dissuasion, et par ce biais, à promouvoir leur respect. L'opportunité des recours collectifs, s'étendant au-delà du seul droit de la consommation pour lequel ils opèrent souvent, est appelée à être élargie, dans le domaine déterminant de l'économie, à la défense du principe de la liberté de la concurrence nationale et internationale sur tous les plans, afin de lutter contre la

concurrence déloyale, abusive ou illicite. La réflexion peut, par ailleurs, être étendue à d'autres domaines. C'est, notamment, de plus en plus le cas des procédures de dédommagement des personnes lésées (épargnants ou investisseurs) par les manquements boursiers ou les manquements à leurs obligations commis par les professionnels. Afin d'assurer la protection des épargnants/investisseurs et l'application du droit de l'Union européenne, il est nécessaire d'envisager d'autres mécanismes de protection et de contrôle complémentaires aux voies de recours individuel. Idem pour les Associations d'usagers des transports qui soutiennent qu'un système de recours collectif permettra de dénoncer et mettre en évidence les mauvaises pratiques qui n'entraînent qu'un préjudice personnel peu élevé et pour lesquelles les consommateurs n'engageraient pas une action individuelle. Au-delà des cas particuliers, le propos se rapporte, pour l'essentiel, à la mise en œuvre du droit européen de la concurrence, à l'exclusion de toute autre règle de droit, dans le cadre d'un équilibre entre sécurité des entreprises et efficacité pour les victimes de pratiques anticoncurrentielles.

Un terrain où l'Amérique a pris une longueur d'avance, avec cependant des dérives certaines : le système y a été transformé depuis longtemps en «business» et il est régulièrement modifié à cette fin dans des pays réputés plus équilibrés, tels que le Canada ou l'Australie.

Le modèle néerlandais semble plus attrayant. Il s'applique à tout domaine, tant contractuel qu'extracontractuel, et surtout ne distingue pas selon le type de victime. Il évite ainsi de fragmenter les outils procéduraux. Il a, enfin, mis en place un mode de règlement extrajudiciaire de type collectif pour les dommages de masse, sous le strict contrôle du juge.

Le système suédois montre, lui aussi, qu'il est possible d'adopter une approche plurielle des personnes habilitées à introduire un recours collectif. En outre, le législateur suédois a prévu que le recours collectif ne peut être utilisé que s'il constitue la meilleure alternative procédurale par rapport aux autres voies procédurales existantes. L'idée de fond est que la procédure étant complexe, elle ne doit être utilisée que lorsque les circonstances du cas d'espèce l'imposent.

Le législateur italien innove, pour ce qui le concerne, sur les moyens de publicité : il prévoit à ce propos que le ministère de l'Economie peut procéder à une publication du recours collectif sur son site Internet.

Comparativement, le modèle français est d'essence dissuasive. L'action en représentation conjointe, prévue aux articles L 422-1 et suivants du Code de la consommation, semble être une procédure contraignante, coûteuse et inefficace. Ce qui explique qu'elle est délaissée par les associations de consommateurs habilitées à l'exercer. Le vice majeur de la procédure tient à l'obligation faite à l'association de consommateurs d'obtenir le mandat écrit des consommateurs représentés, alors qu'il lui est interdit de solliciter publiquement les mandats, ce qui entrave sa capacité à faire connaître l'ouverture d'une procédure. Le modèle européen de recours collectifs qui se met en place – et mérite qu'on s'en inspire pour l'adaptation et la mise à niveau de notre droit – tient à une sorte de «kit» juridique dont on peut reprendre les pièces suivantes :

- incitation à la médiation et aux procédures alternatives de règlement amiable,
- possibilité pour les parties de résoudre leur différend par voie transactionnelle à tout moment de la procédure,
- restriction de la capacité à



Par Ammar Belhimer
 Ambelhimer@hotmail.com

agir aux seules associations ayant fait l'objet d'un agrément spécial garantissant compétence, expertise et représentativité,

- règles claires interdisant tout intéressement des avocats aux résultats (pour se prémunir des dérives américaines),

- conditionner tout recours collectif à l'épuisement de tous les autres droits à agir,

- impossibilité pour toute victime qui ne se serait pas jointe au groupe en temps utile d'intenter une action contre le même défendeur, pour les mêmes faits, que ce soit seul ou dans le cadre d'une nouvelle action de groupe (épuisement du droit à agir). Avec les dispositifs de recours collectifs se profile la perspective d'une économie sociale et concurrentielle de marché, jamais achevée et sans cesse menacée par les instincts hégémoniques et monopolistiques des intérêts dominants. Une perspective fortement tributaire d'une société civile forte et active.

A. B.

(*) On trouvera le détail de la totalité des contributions sur le site : http://ec.europa.eu/competition/consultations/2011_collective_redres/s/

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
 E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



Ouverture ? Vous avez dit ouverture ? Voilà ! Y a qu'à demander !

Dominique Strauss-Kahn, patron du FMI, arrêté pour agression sexuelle. C'est tout de même un comble de demander tout le temps aux autres de se serrer la ceinture alors que soi-même, on n'arrête pas de desserrer la sienne !

Cholapin

Ola ! Ola ! Ola ! Je crois qu'il y a un léger malentendu. Je pense que le monsieur, il a pas bien compris. On lui demande de desserrer l'étau, de pratiquer l'ouverture et de libérer les initiatives brimées dans ce pays. Et lui, qu'est-ce qu'il s'apprête à faire dans les prochaines heures ? Libérer 7 000 terroristes. 7 000 tingos dans la nature, ya bouguelb ! On a dit ouverture sur les libertés démocratiques, sur des règles de fonctionnement moderne de l'Etat. On n'a pas dit ouverture du portail du pénitencier pour en sortir des bataillons de barbus tout heureux de repartir se dégourdir les jambes là-haut, dans les montagnes. Mon Dieu ! Je me tiens le ventre. Imaginez un peu que quelqu'un ait la mauvaise idée, la très mauvaise idée d'évoquer en

ce moment, devant lui le concept d'alternance au pouvoir. Dans son état d'esprit actuel, et se sachant partant, il est capable là aussi de mal comprendre le message et de nous préparer l'alternance islamiste. Ne riez pas, ces derniers temps, il semble bien qu'il y ait de fortes turbulences, des fritures sur sa ligne qui l'empêchent de saisir la teneur exacte des demandes qui lui sont formulées. C'est embêtant ! Et c'est surtout récurrent. L'autre fois, il a fait libérer 3 500 terros. Et demain, si les bruissements de parloirs se confirment, les phalanges intégristes vont donc se retrouver renforcées de 7 000 nouveaux gros bras. Le tout sur fond d'assassinats de plus en plus «douteux», de cambriolages de sièges de partis, de visites nocturnes dans les maisons des syndicats autonomes, d'agressions contre des journalistes, et de début de saignée dans les rangs des universitaires. Une odeur de 1992 flotte dans l'air pour qui n'a pas les narines complètement bouchées. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

Publicité

Partenaire Officiel

SOS VILLAGES D'ENFANTS

HSBC The world's local bank

Liberté

l'Open du Cœur au profit des Enfants du Village SOS

www.sosve-dz.org/golf

Samedi 28 MAI 2011

Organisent Terrain de Golf de Dely Brahim

Participants

AIRFRANCE

SOVAC

ASTALAVISTA

MAERSK LINE

LIBERTÉ

Le Temps

ENTRACTE

ALLIANCE ASSURANCES

AGILE AZUR

BG ALGERIA